

Discours d'ouverture de S.A.S. le Prince Albert II de Monaco

14^e Edition de la Monaco Blue Initiative - 20 Mars 2023 - Musée océanographique de Monaco

Honorable President of the Republic of Costa Rica, Ladies and Gentlemen Honorable Ministers and Secretaries of State, Your Excellencies, Secretaries-General of Intergovernmental institutions, Ladies and Gentlemen, Dear Friends,

Monsieur le Président du Costa Rica, Mesdames et Messieurs les Ministres et Secrétaires d'Etat, Excellences, Mesdames et Messieurs les Secrétaires généraux d'institutions intergouvernementales, Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

A hearty welcome to Monaco for this fourteenth edition of the Monaco Blue Initiative.

Bienvenue à Monaco pour cette quatorzième édition de la Monaco Blue Initiative.

C'est un grand plaisir pour moi de vous recevoir ici, dans cette merveilleuse salle du Musée océanographique de Monaco, et c'est un honneur partagé par tous ceux qui, à Monaco, s'engagent pour les Océans, à commencer par l'Institut océanographique, qui nous accueille cette année encore, et par ma Fondation, qui co-organise cette journée.

Au-delà de ces deux institutions, l'ensemble de la communauté monégasque est particulièrement mobilisé autour des enjeux maritimes, dans toute leur diversité.

Le très riche programme de la Monaco Ocean Week, dans laquelle s'inscrit notre rencontre d'aujourd'hui, en témoigne, et j'espère que vous aurez la possibilité de vous y intéresser, voire de participer à certaines des autres manifestations qui sont prévues cette semaine.

Embrasser la diversité des enjeux maritimes, et pour cela travailler avec l'ensemble des acteurs des mers, telle est bien l'ambition de la Monaco Blue Initiative.

Ce think tank informel s'honore en effet de réunir chaque année des expertises variées et complémentaires.

Il le fait dans un esprit de dialogue et de responsabilité, et surtout de recherche de solutions efficaces. Des solutions pour mieux protéger nos mers, mieux les intégrer à nos modèles de développement économiques, sociaux et environnementaux, et ainsi mieux concilier le double objectif de progrès humain et de préservation des équilibres naturels.

A cet égard, et cela est trop rare pour ne pas être souligné, nous avons cette année quelques motifs de satisfaction. Des avancées importantes ont été obtenues au cours de ces derniers mois.

Je pense bien entendu d'abord, à l'adoption le 4 mars dernier, par les Nations Unies, du Traité sur la haute mer. Ce Traité ouvre enfin de véritables perspectives, non seulement de préservation, mais aussi de gestion et d'exploitation durables de la haute mer, qui représente, vous le savez, plus de 60 % de l'Océan mondial.



Après des années – presque deux décennies – de négociations intenses et de longs efforts de conviction, après des moments de doute aussi, et parfois même de pessimisme, cet accord est un vrai motif d'espoir.

Grâce à lui, nous pourrions enfin disposer des outils juridiques qui pourraient nous permettre de mieux protéger les eaux internationales en pouvant créer des aires marines protégées en haute mer, que j'appelle de mes vœux, vous le savez, de longue date, tout en permettant une équitable répartition des produits des ressources biologiques.

Dans le sillage de ce que nous avons déjà accompli ponctuellement, par exemple en Antarctique dans la Mer de Ross, il s'agit-là d'une perspective déterminante pour les écosystèmes les plus menacés, pour l'ensemble des mers et pour tous les équilibres de la Planète.

Bien entendu, des difficultés potentielles de mise en œuvre subsistent, et nous continuerons à nous mobiliser pour que ce Traité soit suivi d'effets rapides et significatifs.

La même exigence vaut pour une autre avancée obtenue au cours de ces derniers mois : l'engagement dit 30x30, fixé par le Cadre mondial pour la biodiversité adopté en décembre

2022, et qui fixe enfin l'objectif de protéger un tiers des surfaces terrestres et marines d'ici à 2030.

Et je me plais à souligner, à cet égard, Monsieur le Président, le rôle clé qu'a joué votre pays, le Costa Rica, dans ce domaine, en particulier en co-présidant la High Ambition Coalition for Nature and People, que Monaco a été parmi les premiers pays à rejoindre.

Ces deux décisions successives sont bien entendu liées entre elles : le Cadre mondial pour la biodiversité a été un élément important dans l'aboutissement des négociations autour du Traité sur la haute mer. Elles témoignent donc d'un changement d'attitude global de nos contemporains autour des enjeux maritimes.

Ce travail, il nous faut le poursuivre et l'amplifier. C'est l'un des objectifs de la journée d'aujourd'hui.

La session qui sera consacrée aux aires marines à protection forte sera ainsi l'occasion de travailler à une utilisation optimale et à une amélioration des outils dont nous disposons. Mais elle nous permettra aussi d'envisager la manière dont nous devons nous servir du contexte favorable que j'évoquais, pour mobiliser de nouvelles volontés, susciter de nouveaux projets et réunir de nouveaux moyens.

Nos échanges sur le rôle des écosystèmes marins, et l'importance de leur restauration en vue de réaliser les Objectifs de Développement Durable, devraient également nous fournir l'occasion de porter plus haut encore nos ambitions pour l'Océan.

En réfléchissant à des solutions pratiques, nous pourrions mieux faire apparaître le lien essentiel entre les sujets qui nous occupent aujourd'hui et les grands enjeux qui traversent le monde. C'est l'une des clés d'une meilleure prise en compte de ces sujets océaniques. Cela implique en particulier d'intégrer les problèmes économiques dans leur complexité, mais aussi dans leurs potentialités.

L'une des vertus de la Monaco Blue Initiative est en effet de nous permettre de mieux associer les décideurs politiques, les scientifiques et les acteurs économiques.

Aucun succès durable ne peut être obtenu sans un travail conjoint.

Nous avons besoin d'une expertise scientifique solide, comme celle que le GIEC nous a fournie dans le Rapport Spécial sur les Océans, qu'il a rendu public ici même, il y a un peu plus de trois ans, ou comme celle à laquelle travaillent de nombreux laboratoires, présents ici aujourd'hui.

Nous avons besoin des cadres politiques et juridiques adaptés, comme ceux que j'évoquais à l'instant, et qui résultent d'une mobilisation de tous les décideurs.

Nous avons besoin de l'engagement des initiatives privées, seules à même de faire advenir le nouveau modèle de développement qu'il nous faut inventer.

Je pense à notre première session, consacrée à la pêche durable, qui sera l'occasion de prouver les potentialités

immenses, à moyen et à long terme, d'une stratégie partagée, innovante et surtout, responsable.

De la même manière, nos travaux de cet après-midi sur la Méditerranée devraient faire apparaître les vertus d'une mobilisation coordonnée de tous les acteurs.

Par ses caractéristiques géographiques et sa situation géopolitique, par les menaces qu'elle affronte et par les activités qu'elle génère, la Méditerranée est, à bien des égards, un laboratoire des défis qui nous attendent pour l'ensemble des mers.

Je pense que nous le constaterons en évoquant les avancées politiques que nous avons ici aussi obtenues, comme la zone de contrôle des émissions d'oxyde de soufre, ou Zone SECA, instituée en décembre dernier par l'Organisation Maritime Internationale dans toute la Méditerranée.

Et nous le constaterons aussi en évoquant les initiatives qui associent des acteurs privés, dans leur diversité.

C'est le cas de l'initiative BeMed, qui, depuis 2015, poursuit trois objectifs : soutenir et mettre en réseau les acteurs engagés contre la pollution plastique en Méditerranée, faciliter la mise en oeuvre de solutions efficaces et durables et encourager le partage d'expériences et de bonnes pratiques entre les différents acteurs.

Et c'est le cas du MedFund, ce fonds fiduciaire innovant que nous avons lancé, en 2015 également, avec la France et la Tunisie, rejoints depuis par d'autres acteurs publics et privés. Il nous permet lui aussi de mobiliser les moyens importants au profit des aires marines protégées de Méditerranée, de leur développement et de leur mise en réseau.

Tous ces chantiers, auxquels nous travaillons quotidiennement en Méditerranée, sont je pense, de nature à nous inspirer à plus large échelle.

Je me réjouis à cet égard que la France et plus précisément la ville voisine et amie de Nice, à quelques kilomètres d'ici, ait été choisie pour accueillir, en 2025, la troisième Conférence des Nations Unies sur les Océans.

Elle permettra, j'espère, d'avancer dans une extension des mesures que j'évoquais, et, dès à présent, Monaco, vous le savez, Monsieur l'Ambassadeur de France pour les pôles et les enjeux maritimes, est totalement disposé à apporter sa part au succès de ce rendez-vous international essentiel.

Et c'est bien là le défi qui doit nous occuper au cours de cette journée : amplifier, accélérer et généraliser le mouvement de protection des Océans que nous constatons. Le faire en associant tous les acteurs - je dis bien « tous les acteurs - dans un esprit de cohérence et inventer ainsi, tous ensemble, un modèle de développement capable de réconcilier enfin l'humanité et l'Océan.

Je vous remercie.

Thank you very much.